LOUISA HANOUNE AU CC DU PARTI DES TRAVAILLEURS :

«Bouteflika est otage d'une fraude massive à ciel ouvert»

Le président Bouteflika serait-il «otage des lobbys» et de ceux qui «sont à l'origine de la fraude massive» ? La reconduction du gouvernement Ouyahia dans sa totalité est-elle la conséquence directe de cette situation ? La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) est catégorique : «Le président Bouteflika est otage de la fraude massive à ciel ouvert.»

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Intervenant en sa qualité de première responsable de son parti à l'ouverture des travaux du comité central (CC) qui s'étaleront sur deux jours, Mme Louisa Hanoune a longuement commenté la situation politique, économique et sociale du pays née de la présidentielle du 9 avril dernier.

C'est dans ce cadre qu'elle a de nouveau évoqué «la fraude massive à ciel ouvert» ayant caractérisé la présidentielle d'avril dernier, et «ses retombées néfastes sur la vie politique, économique et sociale du pays».

Ainsi, la conférencière n'y est pas allée par trente-six chemins pour indiquer que «le président élu est aujourd'hui otage de cette fraude, de cette minorité qui revendique aujourd'hui une contrepartie pour son soutien financier, de ces lobbys qui tiennent la corde du pendu».

Mme Louisa Hanoune ne cite aucun nom, cependant, elle dira que cette situation née de la «fraude massive du 9 avril dernier» est à l'origine d'un statu quo, d'où le retard accusé pour l'annonce de la composition du gouvernement.

«Nous avons des preuves irréfutables que les résultats rendus publics ne sont pas réels. Ils sont faux.

Qu'ils nous disent, s'ils ont le courage, ce qui s'est passé dans la journée du 9 avril dernier entre 16h et 17h30 ? La reconduction du gouvernement dans sa majorité est un événement lourd de sens.

Il ne nous intéresse pas en tant que tel, mais les conditions de sa reconduction ou du maintien de sa composante nous interpellent à plus d'un titre.»

«C'est un déni de démocratie que des partis qui ont des programmes politiques et économiques diamétralement opposés se constituent en équipe et défendent le même programme», s'est-elle indignée.

Et d'ajouter : «Le gouvernement actuel n'est pas une équipe. Il est la résultante d'un équilibre précaire.

Pourquoi au PT, disons-nous que ce n'est pas une équipe ? Tout simplement parce qu'une équipe est avant tout un groupe solidaire ou encore, lorsqu'on parle d'une équipe gagnante, il faut, par respect aux citoyens, procéder à l'évaluation de son travail avant et après l'élection présidentielle. Il y a du flou qui ne sert pas les intérêts de notre pays. Il y urgence.»

En guise d'arguments, la SG du PT cite les propos tenus dernièrement par le ministre des Finances depuis Washington au sujet des nouvelles conditions d'investissement des étrangers en Algérie qui, selon elle, «sont graves et en contradiction totale avec celles avancées quelques jours avant par le Premier ministre».

La gravité de la situation est illustrée par la conférencière «par le verrouillage de la télévision».

Louisa Hanoune qualifie cette situation de «tragique», d'où, selon elle, «l'initiative politique que son parti va lancer à l'issue de la réunion de ses instances dirigeantes ce week-end». Selon elle, «Bouteflika doit réhabiliter l'Etat.

On ne peut pas continuer avec cette gangrène. Il faut une rupture totale avec l'esprit du parti unique», a-t-elle conclu.

A. B.

M. MALKI, SECRÉTAIRE NATIONAL À L'UGTA :

«Il n' y aura pas de discussions avec les syndicats autonomes»

Invité de l'émission «Tahaoulet» de la Radio Chaîne I, M. Abdelkader Malki, secrétaire national et chargé de la communication de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a écarté la possibilité de discussions avec les syndicats autonomes.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -Le syndicaliste a rappelé que l'UGTA compte 2 millions d'adhérents et que des actions de protestation de la Centrale syndicale pouvaient paralyser les institutions.

Cependant, l'invité de la radio ne manquera pas de souligner que la Centrale «privilégie le dialogue et ne souhaite pas une confrontation avec les autorités ou avec le patronat». Interrogé sur les grèves entamées par les syndicats autonomes au niveau du secteur de la santé et des chemins de fer notamment, M. Malki expliquera que les syndicats sont agréés et libres de revendiquer les droits des travailleurs.

«L'UGTA, cependant, négocie pour tous les travailleurs et pas seulement pour ses adhérents», a déclaré M. Malki sur les ondes de la radio. Concernant les actions de protestation prévues pour la journée du 1er mai, l'intervenant ne manquera pas de préciser que les membres de l'UGTA n'ont jamais accepté de se réunir avec les syndicats autonomes.

«Nous ne voyons pas l'utilité de discuter avec ces syndicats pour faire front contre le gouvernement et le patronat», a affirmé M. Malki. Ce dernier, interrogé, en outre, sur d'éventuelles discussions lors de la tripartite sur la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat, mettra surtout l'accent sur l'anarchie qui règne sur le marché et n'abordera pas la question des salaires.

Il déclarera même que la hausse des salaires dépend des moyens financiers du pays. «Nous ne devons pas aussi aboutir à la fermeture des entreprises et à leur faillite sous prétexte de hausse des salaires», a souligné l'intervenant.

Pour ce qui est de la promesse de création de 3 millions de postes d'emploi, le représentant de l'UGTA a appelé à l'investissement, notamment dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme, et à l'élargissement du tissu industriel.

F-.Z. B.

EXPLOSION DE DEUX BOMBES À AHNIF

Deux gardes communaux blessés

Hier, aux environs de 6 heures du matin, une bombe artisanale a explosé au passage d'une patrouille de gardes communaux au lieu-dit Ighzer Oumeziav, sur le CW11, à 12 km au sud de la commune d'Ahnif et à 40 km à l'est de Bouira, faisant deux blessés, apprend-on de sources sûres.

Selon nos sources, les terroristes auraient enfoui, sous le sable entreposé la veille par l'entreprise chargée de la réalisation de cette route, deux bombes artisanales dans ce lieu que les gardes communaux, qui possèdent un poste avancé dans les environs, ont l'habitude d'emprunter. Ainsi, lors du passage de la patrouille chargée de prendre la relève, une première bombe artisanale, visiblement actionnée à distance, a explosé sans faire de dégâts ni de blessés.

Cette explosion a attiré les autres gardes communaux vers ce lieu qui voulaient s'enquérir de l'état de leurs camarades.

Au moment où des gardes communaux se sont rapprochés de l'amas de sable, les terroristes ont usé d'une stratégie classique en actionnant la deuxième bombe enfouie dans le même endroit. La force de l'explosion a projeté deux gardes communaux sur plusieurs mètres, en les blessant, l'un à l'épaule et l'autre au bras.

Evacués vers l'hôpital de M'chedallah dans un premier temps, les deux blessés furent ensuite transférés vers l'école militaire de la santé située à Haïzer d'où ils seront vraisemblablement transportés par hélicoptère vers l'hôpital de Aïn-Naâdja.

Hier, pendant toute la journée, des renforts de l'ANP ont été déployés pour ratisser les lieux où, rappelle-ton, l'entreprise chinoise CITIC-CRCC possède un chantier de réalisation du tronçon d'autoroute de 16 km reliant El-Adjiba aux frontières de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj.

H. M.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DES CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE (CCDR)

L'intolérable mépris !

Des référendums pour tromper le monde, des élections nationales et régionales, alibis démocratiques du viol constitutionnel à la mascarade présidentielle, la coupe du mépris est pleine et bien pleine !

Mépris à l'encontre des citoyens, mépris à l'encontre de l'opinion internationale, sans parler du piétinement des «alliés», des courtisans et pseudo-outsiders à la course à la «présidentielle».

Le dernier acte de ce vaudeville du mépris est cette reconduction d'un gouvernement dont le constat d'échec et d'impuissance a été prononcé publiquement par le chef de l'Etat, lui-même, à plusieurs reprises. Il est vrai «qu'assumer» — sans payer — fait partie des mœurs de la gouvernance ubuesque que subit l'Algérie.

Les promesses électorales populistes et démagogiques de changement sont remisées au placard du mépris et de l'oubli, comme à l'accoutumée.

Face au verrouillage systématique de la vie politique, syndicale et médiatique, par les menaces, les redressements, les intimidations, l'inquisition et la répression, face au peuple frappé de plein fouet par la crise économique et sociale, qui, exsangue, ne comprend plus et n'en peut plus ; dans cette tourmente, où en sont les démocrates ? Que d'appels au rassemblement par le passé n'ont eu aucun écho, que de louables tentatives sont restées vaines !

Aujourd'hui, plus qu'hier, les démocrates sont interpellés. Devant la gravité du moment, pourront-ils mettre de côté des querelles dépassées et des velléités de leadership désuètes ? A-t-on le droit de persister dans cette attitude suicidaire alors que notre pays va tout droit vers une dictature implacable et une descente aux enfers inexorable ? Quelques récents appels à un rassemblement démocratique se sont manifestés çà et là.

Les démocrates pourront-ils converger vers un rassemblement décisif ? Le premier pas serait de se réunir et de débattre pour un consensus minimum du rassemblement. Le CCDR est prêt, comme par le passé, à s'investir pour l'amorce d'une telle rencontre préliminaire. A quand le déclic salutaire, sans autre préalable que la sauvegarde de l'Algérie ?

Alger, le 28 avril 2009,
le Bureau national du CCDR